



Plateforme revendicative des fédérations syndicales des Finances

Les conséquences humaines, sociales et économiques de la crise sanitaire démontrent l'importance du rôle et de la place de l'État et plaident pour un renforcement des services publics. Tout le contraire de ce que fait notre ministère depuis plusieurs années.

Le rôle et la crédibilité des administrations et des établissements du Ministère sont remis en cause.

Ce sont des services entiers qui ont été dépecés et atomisés.

Ce sont des missions qui ont été vidées de leurs sens ou supprimées.

Un tel déclin contribue au délitement global de l'action publique, du lien et de la cohésion sociale.

Faute d'avoir été défendu, Bercy a perdu, au nom d'une « exemplarité » toute budgétaire, un nombre d'emplois pléthorique et sans précédent (30 000 en 10 ans). Restructurations pour mieux démanteler, abandons et amputations de missions et de structures sont désormais le lot quotidien de toutes nos administrations et services.

Le réseau de la DGFIP se contracte, la Douane perd la quasi-totalité de ses missions fiscales, l'INSEE se fragilise tandis que la DGCCRF continue toujours un peu plus de s'éloigner du ministère et de se perdre dans une nébuleuse interministérielle qui n'a jamais montré son efficacité.

Les conséquences négatives tant sur les agents (perte de sens, non reconnaissance) que sur les usagers (abandons, isolement) ne sont plus à démontrer.

Quant aux politiques ministérielles de l'Action sociale, de l'Hygiène et Sécurité, de formation professionnelle, de diversité, d'égalité professionnelle, de handicap, si elles sont toujours affichées comme prioritaires ou importantes, l'absence de moyens concrets et d'actions coordonnées montre bien là encore que, derrière le discours, l'ambition est bien limitée. Pour le ministère les agents ne sont que des variables d'ajustement, comme le démontre l'annonce du ministre en n'augmentant que de 1 point le volume des promotions.

Le dialogue social n'est pas au niveau de ce qu'il devrait être dans un grand ministère. Les

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

représentants des personnels ne sont pas associés en amont des projets mais mis devant le fait accompli. Pas de discussions, pas de négociations, ce sont des réformes au rabais avec au final un coût social élevé pour les agents.

[../.. suite à télécharger](#)

fichiers:



[Télécharger 2021_04_30_notre_ambtion_pour_bercy.pdf](#) (89.06 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2021](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
